

ments dirigeants, et des variations d'influence du P.C. à travers et depuis la guerre. Elle s'amplifia au commencement de la « guerre froide » et au fur et à mesure qu'on se rapprocha de la nouvelle guerre qui s'identifiera avec la lutte décisive et finale pour la Révolution socialiste mondiale. Elle a exprimé des divergences sur la façon dont fut liquidée la guerre en France lors de la « libération » par les dirigeants qui avaient séjourné durant la guerre à Moscou, qui obéissaient aveuglément aux consignes du Kremlin et qui avaient désarmé au profit de l'Etat bourgeois les forces populaires armées et brisé l'élan révolutionnaire de tout le mouvement issu de la guerre ; ensuite sur le caractère inopérant de la lutte pour la paix à travers des signatures pour l'appel de Stockholm et le pacte des Cinq Grands. Elle a défendu par rapport au Parti socialiste une politique plus juste, en se refusant à le mettre sur le même pied que les formations politiques de la bourgeoisie et a préconisé au contraire un front unique avec lui contre le danger gaulliste. Elle a même mis l'accent sur une lutte menée avant tout contre la bourgeoisie française alliée volontaire de l'impérialisme américain.

Toutes ces positions, nous les trouvons — explicites ou implicites — dans le réquisitoire de Mauvais (9). Il se peut naturellement que l'accusateur exagère le degré de clarté et l'ampleur des divergences, qu'il attribue lui-même certaines d'entre elles à Marty ou à Tillon, qu'il fasse des amalgames, qu'il s'efforce de démontrer l'existence de longue date d'une opposition cohérente qui cherchait à s'organiser et à s'ériger en direction parallèle du Parti. Le fait reste que de telles idées ont

pu germer dans la tête des militants de base et même parmi les principaux dirigeants du P.C., ont pu s'exprimer occasionnellement et même confusément, circuler et semer le trouble et la panique parmi les éléments de stricte obéissance moscovite.

Ceci confirme de toute façon, — et d'une manière plus rapide que nous ne l'avions nous-mêmes pensé — l'inévitable développement à l'étape actuelle de courants de gauche conscients dans toutes les organisations de masse du prolétariat, y compris les P.C. de masse, développement favorisé par l'évolution de la situation objective vers la guerre et la révolution. Tandis que les directions des P.C. dans leur ensemble sont obligées par ce cours de la situation de gauchir leur politique en comparaison de ce qu'elle était jusqu'à 1947, d'impulser des luttes de masses, des courants de gauche plus conscients et plus conséquents se créent à l'intérieur du mouvement stalinien cherchant à s'organiser et à s'exprimer (10).

Il est probable que la tendance de gauche représentée, aussi imparfaitement que l'on voudra, par Marty et Tillon a influencé de façon contradictoire toute la politique de la direction du P.C.F. dans les derniers mois. Dans la mesure où cette tendance trouvait un écho dans la base et surtout correspondait aux réalités et aux nécessités du mouvement, la direction du P.C.F. fut obligée de lui faire des concessions à la fois pour lui couper sa base, arrêter son développement potentiel, et être en meilleure posture pour l'attaquer ensuite sans apparaître elle-même complètement alignée à droite.

C'est, entre autres raisons, pour cela que Duclos et Lecœur prennent garde d'apparaître comme préconisant une « union sacrée » avec la bourgeoisie, abandonnant la perspective socialiste, ou capitulant purement et simplement devant la pression droitiste de leurs alliés petits bourgeois dans le Mouvement pour la Paix et ailleurs, qu'ils attaquent Pierre

(9) Cet article était écrit quand a paru sur deux pages de l'Humanité le document du B.P., du 3 octobre, « Les problèmes de la politique du Parti et l'activité fractionnelle des camarades André Marty et Charles Tillon ». Ce réquisitoire d'une extrême violence confirme et amplifie les divergences qui se dégagent d'une lecture attentive du rapport Mauvais. Il précise que « les désaccords portent notamment sur le rôle de l'Union soviétique, l'attitude du Parti pendant la deuxième guerre mondiale, la préparation de l'insurrection nationale, la politique nationale du Parti, le rôle de la social-démocratie, l'action pour la défense de la paix. Ces désaccords portent également sur la conception même du Parti et sur le rôle de Maurice Thorez en tant que secrétaire général du Parti communiste français ». Dans la suite du document il apparaît que les deux « coupables » ont exprimé plus ou moins clairement des divergences sur les questions suivantes : le pacte germano-soviétique de 1939 et l'attitude du P.C.F. en cette occasion ; l'attitude du P.C.F. pendant la guerre, Marty présentant le P.C.F. et ses militants comme « les gaullistes les plus conséquents » ; l'absence de lutte pour le pouvoir à la « libération » ; la remise des armes à l'Etat bourgeois et la dissolution des milices patriotiques ; le rôle de l'U.R.S.S. dans la libération de la France et des « démocraties populaires ». Marty estimait qu'il fallait mettre l'accent sur l'action des masses et non sur celle de l'Armée rouge, le caractère inopérant de la lutte pour la « paix » avec des signa-

tures et les tournants contradictoires sur la question allemande, l'attitude sectaire envers la social-démocratie.

Le but du document du B.P. est d'obliger Marty et Tillon à reconnaître l'existence de ces divergences et à se déclarer d'accord avec l'explication qu'en donne la direction et la justification de la politique de celle-ci. C'est la manière de procéder à une discussion « démocratique » et de fermer par avance la bouche aux éléments critiques qui, de l'aveu même de la direction, ont exprimé occasionnellement des divergences analogues. Mais le seul fait que la direction soit obligée de reconnaître l'existence de ces divergences et de les « discuter », à sa manière bien entendu, facilitera objectivement le réveil critique des militants et les contacts avec les plus évolués d'entre eux. Pour la première fois depuis de longues années une « discussion » de cette ampleur est engagée dans le P.C.F., c'est le fait essentiel.

(10) Marty est accusé d'avoir envisagé la publication d'un bulletin intérieur et Tillon « de s'assurer les moyens d'affirmer une opposition ». (Rapport Mauvais.)